

Timor-Est: le génocide continue

Lors de la récente visite du Grand-Duc au Portugal, le Président Eanes a surpris certainement plus d'un de ses hôtes luxembourgeois en leur parlant d'un pays bien lointain. Dès son premier discours au banquet officiel il les a en effet entretenus de Timor-Est, ancienne colonie portugaise occupée par l'Indonésie. Aucun journal luxembourgeois n'a informé ses lecteurs sur les arrières-fonds de ce discours du Président Eanes. "forum" a retrouvé un "flash" (N° 137 du 20/11/82) d'"Entraide et Fraternité" (Belgique) concernant le génocide à Timor-Est:

UN HERITAGE HISTORIQUE

L'île de Timor se trouve au nord de l'Australie. Elle fut divisée au XVIIe siècle entre les Hollandais, qui occupèrent la partie ouest, et les Portugais. Ce partage est à l'origine de la tension actuelle. En effet, le secteur hollandais de l'île fut joint au reste des possessions bataves dans la région, qui devinrent plus tard l'Indonésie.

Le Portugal, lui, n'a fait aucun effort pour développer un tant soit peu sa colonie. Seule l'Eglise catholique s'en est soucée.

Il fallut attendre la "révolution des œillets", en 1974, à Lisbonne pour que l'indépendance de Timor-Est devienne envisageable. C'était cependant négliger les prétentions indonésiennes. Après une courte période de troubles, l'ensemble du territoire est contrôlé par le mouvement de libération FRETILIN, favorable à l'indépendance. Mais l'Indonésie voisine soutient deux autres partis, qui provoquent des incidents à la frontière.

Le 7 décembre 1975, l'armée indonésienne envahit Timor-Est.

Dès le lendemain, plus de 500 civils sont abattus de sang-froid sur les quais de DILI, la capitale. C'est le début d'une longue série d'horreurs, dont le résultat est d'avoir fait diminuer d'un tiers la population timoraise.

Le 17 juillet 1976, le Parlement indonésien intègre toute l'île à l'Indonésie. Depuis lors, le peuple timorais ne cesse de revendiquer son droit à l'autonomie, tout en perdant environ 200.000 des siens, morts dans les combats ou suite à la famine provoquée par ceux-ci.

SEPT ANS DE GENOCIDE

Dès décembre 75 (le 11 pour l'Assemblée Générale et le 22 pour le Conseil de Sécurité), les Nations Unies demandent à l'Indonésie de se retirer. Ces recommandations n'eurent pas d'effet, de même que les suivantes, annuelles depuis 1976. Bien au contraire, de 1976 à 1979, le monde ignorait pratiquement ce qui se passait à Timor Oriental. Même la Croix-Rouge Internationale était empêchée par l'Indonésie d'entrer dans le pays.

En novembre 1977, les Indonésiens commencent à détruire les cultures, et la faim apparaît. Le peuple chassé ainsi des campagnes est regroupé dans des camps contrôlés par les occupants.

Ainsi, nous ne pourrions ne pas tenir compte de la présence culturelle portugaise dans d'autres régions du monde, là où cette présence est plus qu'un simple repère historique.

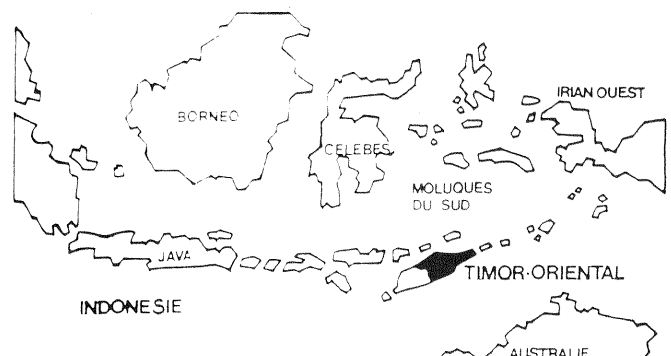
En évoquant la situation grave qui sévit au Timor oriental, il est de notre souhait de pouvoir assurer les droits légitimes de son peuple à l'expression libre et autonome de son identité culturelle et à l'exercice réel de son droit d'auto-détermination.

La flexibilité dont nous pouvons user dans la recherche d'une solution équilibrée du problème du Timor est uniquement limitée par l'évidente nécessité de trouver une formule finale qui puisse consolider une situation effective de paix qui soit réellement acceptée par la population du territoire et par la communauté internationale.

Extrait du discours du Président Eanes

TIMOR EST

- 21 594 km², dont 19 000 pour l'île elle-même, très montagneuse;
- 680 000 habitants en 1975; on estime que plus de 200 000 d'entre eux ont péri des suites de l'occupation indonésienne;
- le sous-sol recèle du cuivre et probablement du pétrole, non encore exploités;
- jusqu'en 1975, le café était la culture principale (80% des exportations); la population, bien qu'ayant un bas niveau de vie, ne souffrait pas de faim, grâce aux cultures vivrières et à l'élevage.



"A partir de décembre dernier (1976), la guerre s'est intensifiée. Les avions n'arrêtent pas durant toute la journée. Il y a des centaines d'êtres humains qui meurent tous les jours ... Si ce ne sont pas les balles qui nous tuent, nous mourrons de maladies épidémiques qui détruisent des villages entiers....

La guerre entre dans sa troisième année, et il ne semble pas qu'elle finira de sitôt. Les barbaries (compréhensibles à l'âge de la pierre), les cruautés, le vol, les pelotons d'exécution sans motif, font aujourd'hui partie de la vie quotidienne de Timor. L'insécurité est totale et la terreur d'être arrêté est notre pain quotidien."

Lettre d'un prêtre catholique,
(novembre 1977)

Tout au long des années suivantes, des témoignages du même genre se succéderont. L'aide apportée par la Croix-Rouge fait aussi l'objet de convoitises de la part de l'armée indonésienne.

OFFENSIVE DIPLOMATIQUE ... JUSQU'AU VATICAN

Il semble aujourd'hui que seule une pression internationale pourrait provoquer un changement d'attitude indonésienne. C'est sans doute la raison pour laquelle l'Indonésie tente d'infléchir en sa faveur la décision des Nations Unies. En même temps, le Portugal, qui ne se sent toujours responsable d'amener Timor à l'indépendance, essaye lui aussi de faire reconnaître son point de vue. Celui-ci consiste à demander au peuple de Timor de s'exprimer lui-même quant à son avenir.

Ces attitudes diplomatiques ont atteint jusqu'au Vatican. Lors de la visite du pape au Portugal (12-15 mai 1982), le Président Eanes lui proposa d'intervenir comme médiateur. Le 25 du même mois, le ministre indonésien des affaires étrangères était reçu au Vatican. Il tentait d'obtenir du pape le rattachement du diocèse de Dili à la Conférence épiscopale d'Indonésie, ce qui équivaldrait à une reconnaissance de fait de l'annexion. L'évêque en poste à Dili est tout à fait opposé à ce rattachement.

Il faut dire que l'Eglise catholique joue un rôle non négligeable dans la lutte pour l'autonomie.

"L'Eglise fut la dernière structure sociale des

Timorais à jouir encore d'une certaine liberté de mouvement et de parole. C'est par elle que sont parvenues au monde la plupart des rares informations sur la situation dans le pays. Mais l'union entre la population et l'Eglise s'est renforcée avec le développement du génocide et, dans une seconde phase, la régression augmenta contre une Eglise qui s'engageait pour défendre son peuple ..."

Voilà notamment ce qu'écrivaient au pape 13 Portugais ayant travaillé à Timor Occidental. Ils concluaient leur lettre par cet appel:

"La voix du peuple de Timor n'arrive pas jusqu'au monde libre. Ce peuple n'a confiance que dans l'Eglise et dans les hommes de gouvernement épris de paix et de justice, et espère avec anxiété qu'ils fassent quelque chose en sa faveur."

